



21.03.2006 - 14:50 Uhr

Fonds dinfrastructure dopo avanti : Prise de position du TCS sur le vote du Conseil des Etats (1er Conseil) Plus de 20 milliards de francs pour la route, qui assure 75% du trafic !

Berne, 21 mars 2006. Le TCS salue le fait que le Conseil des Etats (1er Conseil) a approuvé ou légitimé à l'unanimité des investissements routiers de plus de 20 milliards de francs pour la période 2004-2027. De fait, le Conseil des Etats a pris en compte le fait que la route assure et assurera 75% du trafic de personnes en votant pour le projet de Fonds dopo avanti proposé par sa Commission des transports. Le TCS continuera à se battre contre le financement de trains régionaux (RER) avec l'argent de la route.

Le TCS salue le fait que le Conseil des Etats a approuvé ou légitimé ce matin à l'unanimité un programme de construction dinfrastructures de transport qui répond à la demande des consommateurs, soit :

- 14 milliards de francs pour achever enfin les autoroutes (8,5 milliards dans le cadre du Fonds dinfrastructure et quelque 5,5 milliards entre le rejet du contre-projet à l'initiative avanti et l'entrée en vigueur du Fonds dans le cadre des budgets annuels 2004-2007).
- 5,5 milliards de francs pour l'élargissement des tronçons autoroutiers surchargés, faisant sauter du même coup le tabou no 1 de la politique suisse des transports.
- 1 milliard de francs pour les routes principales des régions périphériques, reconnaissant du même coup la primauté de la route dans ces régions et la nécessité d'entretenir un réseau dont plusieurs tronçons sont dangereux.
- 2 milliards de francs (estimation prudente) pour des projets routiers urbains (routes de contournement, ponts et tunnels routiers urbains) et quelque 4 milliards (estimation) pour des infrastructures de transports publics d'agglomération (trams, voies de bus).

A l'inverse, le TCS déplore que le Conseil des Etats continue à soutenir le financement de trains régionaux (RER) avec l'argent de la route, ce qui est à la fois contraire à la Constitution fédérale et dommageable pour les autres transports publics d'agglomération. Le TCS attend donc du Conseil national (2e Conseil) qu'il corrige ce point en finançant ces RER par le biais du Fonds pour les transports publics, si besoin avec un prêt de 1 milliard de la caisse routière.

Personne de contact:

Edgar Schorderet, président central du TCS, 079 210 80 38

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000091/100506387> abgerufen werden.